



Non aux lois liberticides et à la mise en cause des droits sociaux

COMMUNIQUE DE PRESSE

Nous affrontons une crise sans précédent qui a une nouvelle fois révélé les profondes inégalités de notre société, en Touraine comme ailleurs.

Nous avons dépassé la surprise sanitaire et nous connaissons les drames qui se déroulent à l'hôpital comme dans la discrétion des appartements puisque nous les vivons. La brutalité de cette situation ne masque pas les raisons de cette dégradation sociale accélérée. Car, le grand patronat profite de l'épidémie pour restructurer la production, licencier en masse et s'attaquer aux droits du travail. L'augmentation de la précarité, les vagues de suppressions d'emplois (Barbot à Descartes, SKF à Saint Cyr...) accroissent la misère dans nos villes, nos campagnes, nos quartiers populaires. Un million de personnes supplémentaires sont passées sous le seuil de pauvreté depuis le déclenchement de la pandémie.

Nous n'acceptons pas que des millions d'euros soient accordés à des grands groupes qui licencient par milliers tout en versant des dividendes en millions d'euros à leurs dirigeants et à leurs actionnaires, pendant que la situation de l'Hôpital et de ses personnels continuent de se dégrader.

Nous sommes nombreux et nombreuses à constater que les profits explosent pour Amazon, la grande distribution et les laboratoires pharmaceutiques, au détriment de tout le tissu des petits commerces et de l'artisanat, qui risquent de disparaître purement et simplement.

Le gouvernement maltraite les « premiers de corvées », très majoritairement des femmes, qui risquent leur vie au quotidien, souvent dans le silence. Nous n'oublions pas que depuis des années, les gouvernements successifs ont œuvré au démantèlement du service de santé, de celui de l'éducation, et de tous les autres services publics, dans une logique de rentabilité, que les populations paient cher aujourd'hui. Les mauvais coups se multiplient : La remise en cause des libertés et des statuts des personnels de l'université et de la recherche, la création d'un forfait de 18 euros aux urgences de l'hôpital, le vote du Sénat pour une retraite à 63 ans et 43 années de cotisation et plus généralement la destruction de nos communs (environnement, sécurité sociale...).

Nous ne sommes pas dupes, le gouvernement profite de cette crise pour imposer ses réformes libérales et s'attaquer à nos libertés avec ses lois autoritaires. La loi de sécurité globale est l'instrument du pouvoir pour organiser son contrôle pernicieux contre toutes les aspirations démocratiques de la société civile. La modification récente de l'article 24 n'y change rien. « En clair et entre autres mesures, le déploiement massif des caméras mobiles et des drones, couplés aux caméras fixes déjà existantes, entraînerait une capacité de surveillance généralisée de l'espace public, ne laissant plus aucune place à l'anonymat essentiel au respect du droit à la vie privée et ne pouvant avoir qu'un effet coercitif sur la liberté d'expression et de manifestation. » (appel national de la LDH). Avec l'état d'urgence, le gouvernement veut nous restreindre à l'isolement puisqu'il ne peut pas nous réduire au silence. Ce n'est pas le virus qui étouffe le mouvement social, c'est l'état qui instaure le couvre-feu et qui encourage les violences policières et le racisme institutionnel.

C'est également la planète qui est affectée par ces choix politiques et ces conséquences dramatiques pour des millions de personnes.

Nous sommes nombreux-ses à refuser de subir cette gestion calamiteuse de la crise sanitaire.

Celles et ceux qui produisent les richesses ont leur mot à dire ! Si la société est encore debout, c'est grâce à nous, à notre travail, pas aux parasites sociaux que sont les actionnaires et leurs suppôts !

Nous refusons cette fuite en avant idéologique et autoritaire, facteur de désespérance, de confusionnisme, de racisme et de danger pour la Démocratie. Cela est inacceptable, nous exigeons d'autres choix en rupture avec la logique capitaliste.

Ces revendications, et d'autres, à discuter dans la fraternité la plus totale, imposent que nous prenions des initiatives concrètes. Certaines ont déjà émergé, porteuses de capacité d'agir et de transformation sociale. En ce sens, nous appelons à regrouper toutes nos forces, et ici comme ailleurs, nous devons nous mobiliser, débattre, nous organiser et jeter les bases d'actions unitaires : ouvriers, commerçants, artisans, paysans, chômeurs, jeunes et retraités pour célébrer l'audace de l'espoir, en responsabilité et en conscience.

Nous invitons donc chacun à s'associer aux manifestations et mobilisations qui démarrent localement dans cette période de construction d'une alternative pour l'espoir, notamment le mercredi 25 novembre à 18h, place Jean Jaurès, contre les violences faites aux femmes.

A Tours, le 24 novembre 2020.

Il y a urgence à l'unité, la solidarité et l'action commune.

Osons rêver pour écrire ensemble le récit de notre avenir.

**Retrouvons-nous tous ensemble samedi 28 novembre
à 15H place Jean Jaurès à Tours**

RASSEMBLEMENT ET MANIFESTATION DECLAREE AVEC RESPECT DES GESTES BARRIERES

Avec attestation de déplacement déclarée en préfecture sur le lien suivant :

<https://s.docworkspace.com/d/AJbpwKDLnbw5q6eLnZSdFA>